Le compte rendu qui suit a été rédigé à partir de l'analyse d'une émission diffusée à la fin de janvier 1998 par la chaîne satellitaire al Jazeera, installée au Qatar.

MOHAMMED EL OIFI

LA GUERRE EN ALGÉRIE VUE DU MONDE ARABE

LE CAS DE LA CHAÎNE SATELLITAIRE D'AL JAZEERA

LE POIDS DE LA GUERRE EN ALGÉRIE sur la scène politique arabe est considérable. A la fois repoussoir fonctionnel et avertissement aux régimes de la région, son omniprésence contraste avec l'absence d'analyse à son sujet dans les médias officiels. En effet, si dans plusieurs régions du monde nous assistons à la superposition de deux systèmes de communication politique, le national et l'étranger[1], l'espace arabophone connaît un troisième niveau transarabe dont la puissance est grandissante depuis la fin de la guerre du Golfe de 1991. Cette évolution récente constitue un changement structurel profond dans l'espace médiatique arabophone dans la mesure où elle donne la primauté, en ce qui concerne les représentations de la scène internationale et des relations interarabes au niveau transarabe largement dominé par le secteur privé, au détriment du national, discrédité, et de l'étranger, considéré comme hostile aux intérêts des peuples de la région. La transnationalisation des flux d'information dans le monde arabophone est en train de transformer les règles du jeu médiatique, en réduisant de plus en plus la maîtrise par les États des espaces informationnels nationaux[2].

1. Francois Demers, « Crise de l'État-nation et communication politique interne », *Hermès*, n° 17-18, 1995.

2. Muhammad I. Ayish, « Arab Television Goes Commercial », *Gazette*, n° 6, décembre

Le recul de la logique du contrôle étatique sur l'information s'est traduit dans le monde arabe non par une libéralisation du secteur public mais par une délégation à des acteurs privés forts d'une large part de la production de l'information. Ainsi se sont multipliées les chaînes de télévision à vocation transarabe implantées à Londres, à Rome et, récemment, dans le Golfe.

En particulier, al Jazeera, fille de la géopolitique, des pétrodollars et de l'activisme des journalistes arabes, est une chaîne d'information en continu largement inspirée de CNN, qui émet en arabe[3] à partir du Qatar[4]. Elle est représentative de ces transformations car « elle a en effet bousculé les langages normatifs et codés, ne reculant devant aucune difficulté et refusant l'autocensure en vigueur dans la presse arabe, et surtout au sein des télévisions de la région[5] ». Son traitement
130 de la crise algérienne tranche avec la fausse neutralité ou le mutisme des télévisions publiques arabes, suscitant ainsi les protestations du gouvernement algérien et la satisfaction de ses opposants qui ont trouvé dans cette chaîne une tribune leur permettant d'exprimer leurs idées et de s'assurer une audience très large.

Le présentateur de l'émission hebdomadaire *Al Chari'a wa al Hayat* (« La loi islamique et la vie »), Ahmed Mansour, a invité le théologien égyptien Yusuf al Qaradhâwi pour donner le point de vue légal de l'islam sur le statut des victimes de la guerre en Algérie depuis

1997. A propos de l'évolution des médias dans la région, voir Douglas Boyd, *Broadcasting in the Arab World : A Survey of Radio and Television in the Middle East*, Philadelphie (PA), Temple University Press, 1993.

3. Al Jazeera, chaîne satellitaire créée en novembre 1996, dont la vocation transarabe est explicitement constitutive de son identité, émet en arabe littéral à l'exclusion volontaire et revendiquée de tout arabe dialectal. Elle rassemble des journalistes de différents pays arabes et bénéficie de subventions du gouvernement qatari.

4. Le Qatar, petit émirat pétrolier du Golfe (superficie : 11 437 km^2 ; population : 400 000 hab.), entretient des relations tendues et conflictuelles avec ses voisins l'Arabie saoudite et Bahreïn pour des différends frontaliers. Sa politique régionale est un mélange d'affirmation d'indépendance, de provocation et de défi dont les points d'ancrage sont Khartoum, Bagdad, mais aussi Téhéran, Aman et Tel-Aviv. Plaidant pour une réhabilitation de l'Irak au sein du monde arabe, la diplomatie qatarie n'a pas hésité à porter le conflit frontalier avec Bahreïn devant la Cour internationale de justice de La Haye, négligeant ainsi le cadre de négociation régionale que représente le Conseil de coopération du Golfe. Le Qatar a également accueilli le sommet économique des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en octobre 1997, malgré le boycott de la majorité des pays arabes. Pour une analyse du fonctionnement du système politique qatari, voir Crystall Jill, *Oil and Politics in the Gulf : Rulers and Merchants in Kuwaît and Qatar*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

5. Revue *Arabies*, juin 1997, p. 53.

1992. L'émission a été diffusée et rediffusée dans la semaine du 26 au 31 janvier 1998, dans un contexte marqué par la multiplication des demandes d'une commission d'enquête internationale sur les massacres en Algérie.

A travers cette opération de technique juridique qui consiste à octroyer à ces victimes le statut de *qatil* (simplement tué) ou de *chahid* (martyr selon l'islam), le présentateur et son invité ainsi que les autres intervenants de pays différents, qui appartiennent dans leur majorité à la mouvance islamiste, dévoilent une opinion susceptible d'être dominante dans le monde arabe vis-à-vis des événements en Algérie.

A travers l'analyse de ce programme, nous espérons pouvoir reconstituer la logique argumentative et la construction médiatique par une chaîne de télévision transarabe de la guerre en Algérie. En déconstruisant le discours de l'invité principal, qui constitue la matrice de cette émission, dans le cadre d'une analyse stratégique[6], on ne peut que mettre l'accent sur sa cohérence et son efficacité redoutable[7]. Théologien influent, Qaradhâwi transfère son hégémonie dans le champ religieux vers le champ médiatique que constitue al Jazeera puis vers le champ politique en formulant la norme sur ce qui se passe en Algérie. Vedette autour de qui gravitent des satellites, référence dernière par rapport à l'inculture des autres intervenants, à leurs contradictions, à leurs excès, il est la norme, celui qui produit la lecture finale.

Il importe de rappeler que seul un organe de communication qui occulte ses allégeances explicites à un État de la région est en mesure de réunir autour d'un plateau virtuel divers protagonistes de la crise algérienne et de produire un discours susceptible d'être perçu comme légitime et non systématiquement stigmatisé.

---

6. Gilles Gauthier, « L'analyse du contenu des débats politiques télévisés », *Hermès*, n° 17-18, 1995.

7. En dehors du discours des cinq intervenants dont l'analyse suit, il y a eu au cours de cette émission sept autres interventions : une télécopie qui demandait ce que devait faire l'AIS après avoir déclaré la trêve avec le pouvoir en 1997, une intervention téléphonique de Ussama Abassi Madani (fils de Abassi Madani, fondateur du FIS) prenant Mahfoud Nahnah (président du Mouvement de la société pour la paix) pour cible. Salman Issa, d'Alger, était le seul intervenant à apporter son soutien à l'armée algérienne considérée comme le dernier rempart contre la disparition de l'État algérien, Mohammed Nour Datan, président de l'Union des communautés musulmanes italiennes fustigeant pour sa part un complot pour altérer l'image des musulmans. Enfin, Abu Enan, de Suisse, mettait en cause l'authenticité des tracts et publications islamistes. L'ensemble des ces interventions conforte dans une large mesure la thèse de Qaradhâwi.

LES DEUX GUERRES D'ALGÉRIE, LES DEUX STATUTS DES MORTS

Le regard arabe sur la seconde guerre d'Algérie et ses victimes, tel qu'il transparaît de l'introduction du présentateur de l'émission, reste indissociable de la guerre de libération algérienne. Le lien entre les deux événements tient à la distinction établie d'entrée par le journaliste entre les deux statuts des morts :

> En 1945, pendant le *djihad* des Algériens pour la libération de leur patrie, ils ont été terrorisés par un massacre épouvantable commis par les forces d'occupation françaises qui ont tué en un seul jour 45 000 personnes, des enfants, des femmes et des vieux. Le cheikh d'Algérie Lakhdar Brahimi[8] s'est levé pour décrire la situation : « Quel jour ensanglanté, obscurci par l'injustice, la terre tremble de la férocité des puissants. Le sang des innocents est versé, l'honneur des purs est souillé, des orphelins ont perdu leur tuteur. » Cette description concernait les massacres perpétrés par les Français il y a cinquante ans, mais, malheureusement, les mêmes massacres sont, aujourd'hui, l'œuvre des Algériens. Que pouvons-nous penser de ce qui se passe en Algérie ? Nous pouvons craindre que le pays du million de martyrs (*chahid*) ne devienne celui du million de tués (*qatil*)[9]. La crise algérienne a été traitée par les médias de différents points de vue en dehors de l'aspect légal. C'est le sujet que nous allons traiter dans l'émission d'aujourd'hui avec *fadhilat al alama* docteur Yusuf al Qaradhâwi[10].

8. Al Qaradhâwi ne manqua pas de corriger le présentateur puisqu'il s'agissait de Bachir Brahimi (membre de l'Association des oulémas d'Algérie, courant proche des Frères musulmans) et non de Lakhdar Ibrahimi (ancien ministre des Affaires étrangères algérien, qui joue actuellement un rôle actif à l'ONU dans la résolution des conflits), ce qui montre le médiocre degré de familiarité du présentateur avec les réalités algériennes. Cette confusion entre un illustre représentant de l'Association des oulémas d'Algérie et un ministre des Affaires étrangères assez médiatique révèle le télescopage de la sous-culture médiatique et de la culture savante.

9. La référence à la formule « le pays du million de *chahid* » a constitué pour le pouvoir algérien une ressource inépuisable de légitimité. En effet, dès 1962, au congrès de Tripoli, le FLN a annoncé qu'« un million d'Algériens ont été tués dans la guerre d'indépendance » et, en 1970, l'ancien président Houari Boumediene a affirmé que « l'Algérie est le pays d'un million et demi de morts ». Cette inflation des chiffres entretenue à des fins de légitimation est exacerbée par le flou qui entoure les estimations du nombre de victimes de cette guerre. A cet égard, voir Benjamin Stora, *La Gangrène et l'Oubli, La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1992, p. 275.

10. En multipliant les titres de son invité, mêlant les registres sacré et séculier, le journaliste permit à al Qaradhâwi d'ajouter à son autorité de théologien, reconnue et sanctionnée par le diplôme d'*alama* d'al-Azhar, le prestige de la science que lui conférait le titre séculier de docteur.

Ainsi le point de départ de l'émission est la position de la *chari'a* sur les victimes de cette guerre, et la réponse est incluse dans la question. La différenciation légale entre le statut de *chahid* (le martyr selon l'islam, qui ira au paradis) et le *qatil* (simplement tué) recèle une grande portée symbolique et politique. Il s'agit de donner un sens aux victimes de cette guerre entre musulmans dont les justifications religieuses sont fragiles. Ne pouvant statuer sur cette question de manière fondée, l'invité consacrera son temps à construire un argumentaire, que viendront conforter les interventions extérieures, pour déterminer les responsabilités et nommer les coupables : l'armée algérienne gardienne de la laïcité et la France.

La Lecture d'al Qaradhâwi de la Scène Algérienne : Affirmation de la Centralité de l'Islam contre la Laïcité et Délégitimation de l'Action des Militaires

Le cheikh Yusuf al Qaradhâwi est une figure très connue de l'islam égyptien, lequel est marqué par l'existence de trois types d'acteurs religieux aux discours et attitudes distincts par rapport au pouvoir. D'un point de vue historique, le salafisme[11] a été le premier à faire son apparition, dès la fin du XIXe siècle, mais s'est toujours montré hostile à toute intervention directe dans le champ politique, donnant la priorité à la construction d'un ordre social conservateur fondé sur une stricte interprétation des textes. En revanche, le mouvement des Frères musulmans (*Ikhwan muslimoun*), qui constitue aujourd'hui encore le courant majoritaire, a dès sa création, en 1928, investi la scène politique en vue d'instaurer un État islamique[12]. Depuis la grande répression dont il fut l'objet sous Nasser, ce mouvement s'est converti au légalisme en menant une stratégie de réforme des institutions et d'islamisation au quotidien. C'est en réaction à ce pragmatisme des *Ikhwan* que s'est développé, depuis les années 1970, un courant islamiste radical et clandestin incarné par des groupus-

11. De *salaf*, les « grands ancêtres » auxquels se sont référés les penseurs arabes modernes pour trouver dans les sources de l'islam la voie du redressement national. Ce mouvement s'inspire notamment des œuvres d'al Afghani (1839-1897), de Mohammed Abduh (1849-1905) ainsi que de Rachid Rida (1865-1935).

12. Richard P. Mitchel, *The Society of the Muslim Brothers*, New York, Oxford University Press, 1993 ; Olivier Carré et Gérard Michaud, éd., *Les Frères musulmans : Égypte et Syrie, 1928-1982*, Paris, Gallimard, 1983.

cules violents qui pratiquent le *djihad* armé pour renverser l'État et ses institutions.

Qaradhâwi fait partie des oulémas d'al-Azhar (mosquée-université du Caire, centre de l'islam sunnite) proches des Frères musulmans. Très populaire, aussi bien en Égypte que dans le reste du monde arabe, il est considéré comme l'un des plus grands théoriciens de l'islam contemporain, en tout cas l'un des plus féconds. Auteur d'une soixantaine d'ouvrages, il a élaboré à travers ses écrits et ses multiples interventions dans les médias arabes une vision globale et cohérente des rapports entre politique et religion dans l'islam [13]. Il a obtenu la double nationalité qatarie, et dispose dans ce pays d'une forte position de pouvoir, dans la mesure où il y dirige le département de la *chari'a* à l'université.

134 Al Qaradhâwi est loin d'être un inconnu en Algérie, il est représentatif, avec le cheikh Mohammad al Ghazali, de ces théologiens importés auxquels l'État algérien a fait appel dans les années 1980 pour consolider son assise idéologique, faute de clercs locaux producteurs d'idées crédibles et hostiles à la contestation islamiste. Qaradhâwi a séjourné une année comme recteur de l'Université islamique de l'émir Abdel Qader à Constantine dans les années 1980, et peut être considéré comme un théoricien de la mobilisation islamique en Algérie. Le bilan qu'il dresse de l'expérience politique algérienne depuis le début des années 1990 est nuancé même si sa condamnation du régime des militaires est sans appel.

La télévision « manbar [14] » : un prêche télévisuel

Al Qaradhâwi commence son intervention sur le mode du prêche religieux, ce qui fixe d'emblée le code référentiel, les registres de sens et les règles du jeu du débat qui suivra : « Je profite de la fête de l'Aid [15] pour féliciter les musulmans, et j'implore Dieu qu'il soit de bon augure pour l'Oumma de l'islam et un avertissement pour ses ennemis. » Cette dichotomisation de l'espace entre l'Oumma (la communauté des croyants) et ses ennemis ainsi que la dramatisation du contexte rendront d'autant plus insoutenables ces massacres entre musulmans en Algérie ;

13. Pour un résumé actualisé de ses idées, voir les cinq longs entretiens qu'il a accordés à l'hebdomadaire arabe édité à Paris, *Al Watan al Arabi*, en octobre et novembre 1995, notamment le n° 977, du 24 novembre.

14. Chaire d'une mosquée à partir de laquelle l'imam prononce son prêche.

15. Il s'agit de la fête qui marque la fin du Ramadan, en janvier.

> Les musulmans sont dans un état de tristesse et d'anxiété dont les coupables sont en partie les ennemis de l'islam, mais les musulmans sont également responsables. Ce qui se passe en Afghanistan nous fait honte et c'est pour nous source de douleur, mais ce qui se déroule en Algérie est pire, ce sang qui coule, ces morts, ces femmes et ces enfants égorgés avec férocité même pendant le jour de l'Aid et le Ramadan.

Cette introduction est la partie la plus construite du discours de Qaradhâwi. Conscient de l'opposition des autorités algériennes à toute ingérence dans ce qu'ils considèrent comme une affaire interne, il revendique le droit de regard pour tous les musulmans : « Ce qui se passe en Algérie concerne l'ensemble des musulmans. Quel est le point de vue des oulémas ? Avez-vous une opinion ? une prise de position ? » Ce droit de regard est revendiqué pour lui-même en tant qu'ouléma musulman porteur d'une parole légitime devant le mutisme des autorités religieuses à propos des événements en Algérie.

Al Qaradhâwi inspirateur de la mobilisation islamiste en Algérie

Fort de son expérience d'enseignant et d'imam en Algérie, al Qaradhâwi revendique son intervention sur la scène algérienne, mettant en évidence la grande perméabilité de la scène politique de ce pays aux constructions idéologiques en provenance du Moyen-Orient. Il se présente comme acteur de la mobilisation islamiste en Algérie :

> La question algérienne me concerne particulièrement, je l'ai accompagnée tout au long des années 1980 et au début des années 1990. J'ai été témoin de ce réveil, elle était une partie de moi-même. Nous étions, le cheikh Ghazali et moi-même, témoins de ce réveil, nous l'avons vu grandir de jour en jour [...] je n'ai jamais vu une *sahwa* (le réveil de l'islam) plus forte et plus mûre. La *sahwa* algérienne a atteint des degrés inégalés, les mosquées accueillaient des centaines de milliers de personnes. Parfois, je dirigeais la prière du vendredi à laquelle assistaient 200 000 personnes, [...] que signifie tout cela ?

La description vivante de la réislamisation et de la mobilisation islamique par Qaradhâwi est tout à fait conventionnelle. Mais cette rationalisation *a posteriori* de l'évolution de la situation algérienne est loin des objectifs premiers de l'intervention de l'auteur sur la scène algérienne.

La centralité de l'islam dans la lutte pour la réappropriation de l'identité

Invité de l'État algérien à l'époque du président Chadli Bendjedid [16], il ne pouvait que nuancer sa condamnation de ce régime en s'ingéniant à distinguer les militaires de l'État et à glorifier le rôle des oulémas dans leur lutte contre la France et pour la réappropriation de l'identité algérienne :

> L'Algérie a été pendant cent trente ans colonisée par la France, qui a tenté d'altérer son identité en combattant l'islam et la langue arabe. Jusqu'au moment où Allah a préparé des hommes qui ont rendu à l'Algérie sa considération et son identité, notamment le cheikh Ibn Badis [17] et ses frères, qui ont constitué l'Association des oulémas d'Algérie. [...] Nous avons été
> 136 témoins de cette formidable *sahwa*, c'était la période pendant laquelle le peuple a pu s'exprimer après trente ans d'un régime dominé par les aspects révolutionnaire, marxiste et policier.

Le président Chadli a opéré un recentrage de l'État autour des valeurs islamiques au détriment des options socialistes. Ainsi sa présidence a-t-elle été caractérisée par des concessions croissantes aux revendications des courants islamistes [18] :

> Il n'y a pas de doute, Chadli Bendjedid a permis une grande liberté au peuple et, lorsque le peuple est libre, c'est l'espace de l'islam qui conquiert les raisons et les cœurs. [...] Et quand le peuple algérien a pu avoir son parti islamique, c'est grâce à Chadli, l'homme était courageux, il a pu briser ce mur qui interdisait à tout parti islamique de travailler à découvert. Ce fut la naissance du FIS. Nous sommes partis, cheikh al Ghazali et moi-même, pour remercier le président Chadli pour cette initiative courageuse. [...]. Que le peuple soit l'arbitre, il est en mesure de choisir ses représentants.

Cet appel à la souveraineté populaire est la pierre angulaire du raisonnement de Qaradhâwi. Ce choix n'est pas fortuit, il relègue au second plan la question du rapport entre islamisme et démocratie pour mettre l'accent sur le viol de la volonté populaire par l'armée, comme si la question de la démocratie ne faisait l'objet d'aucune controverse.

---

16. Président de la République de 1979 à janvier 1992.

17. Fondateur de l'Association des oulémas d'Algérie en 1931. Voir Ali Merad, *Le Réformisme en Algérie de 1925 à 1940*, Paris, Mouton, 1967.

18. Voir Addi Lahouari, *L'Impasse du populisme*, Alger, Entreprises nationales d'édition, 1990.

L'armée liberticide et le complot du silence

L'éloge du président Chadli rend possible une condamnation systématique de l'armée algérienne rendue responsable de la guerre civile par interruption du processus électoral :

> C'était la première étape, mais, à notre grand regret, quand le peuple algérien a voté pour le FIS [...], l'armée a fait un coup d'État contre le peuple et l'a mis sous tutelle[19]. Nous devons être francs, cela est le fondement du problème. Le peuple n'a pas eu la liberté de choisir ses représentants, s'il se trompe dans son choix, qu'il assume les conséquences de son erreur. Mais que l'armée fasse un coup d'État contre le peuple ! Est-ce que l'armée a le droit de dire au peuple : tu n'as pas le droit de choisir ces gens ?

Cette défense de la démocratie et des élections en tant que moyens de désignation des gouvernants est autant l'expression de l'adhésion à ce procédé « importé[20] » qu'une stratégie pour une prise de pouvoir légitime :

> Pourquoi ne pourrions-nous pas essayer les islamistes comme nous l'avons fait avec les marxistes, les gauchistes et les laïcs [...]. Mais hélas, ni l'Occident ni les généraux de l'armée ni les régimes arabes n'ont accepté ce fait, il y a eu un consensus autour de ce complot du silence.

Al Qaradhâwi marque une double distance avec les régimes arabes et l'Occident. Conscient des rapports des forces, un point qu'il a rappelé à plusieurs reprises dans son intervention, sa critique des régimes arabes est modérée, cherchant ainsi à opposer ce qu'il considère comme les extrêmes : l'armée et les groupes armés.

La condamnation de la violence et du « takfir[21] »

Si al Qaradhâwi accable l'armée, il se désolidarise des actions des groupes armés, et notamment en ce qui concerne la procédure du *takfir* :

---

19. En effet, le 12 juin 1990, le FIS a remporté les élections locales, avec 54,5 % des suffrages exprimés contre 28,13 % pour le FLN au pouvoir. Le 26 décembre 1991, le FIS a remporté les élections législatives au premier tour, avec 47,4 % des suffrages et 186 sièges, le FSS réunissant 25 % des suffrages, le FLN 15 % et les indépendants 3 %. Pour l'analyse de ces données, voir Jacques Fontaine, « Quartiers défavorisés et vote islamiste à Alger », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 65, 1992.

20. Sur l'importation des institutions par les élites non occidentales, voir Bertrand Badie, *L'État importé*, Paris, Fayard, 1992.

21. Le *takfir* consiste à remettre en cause la qualité de musulman. Voir à ce propos, dans ce même numéro, l'article de Gilles Kepel.

> Quand on a interdit au FIS tout travail politique en emprisonnant ses cheikhs et ses sages, [...] les jeunes ont pris les affaires en main, or la jeunesse c'est du feu. Le pire, c'est que certains de ces groupes ont été infiltrés par l'armée et, ce n'est pas impossible, par le Mossad lui-même. Ce dont je suis sûr, c'est que l'islam interdit de tuer celui qui ne fait pas la guerre, de tuer un homme innocent, un civil, un vieux, un enfant ou une femme. Les *khawarij*[22] n'ont jamais rendu licite le sang des enfants.

Al Qaradhâwi condamne sans appel les écrits attribués aux GIA signés par Antar Zouabri :

> J'ai lu certains de leurs tracts signés par Zouabri, j'ai été effrayé par leur contenu, notamment les accusations contre le peuple algérien de *kufr* (impiété), puisqu'il suit un pouvoir *kafir*. Toute cette vague de *takfir* a été lancée dans la prison militaire en Égypte, ils [les détenus islamistes] disaient : ceux qui nous torturent sont des *kuffar*, mais également ceux qui leur donnent les ordres ainsi que ceux qui applaudissent, et celui qui doute de leur *kufr* est *kafir*[23].

En rappelant l'épisode égyptien, al Qaradhâwi associe le développement de la pratique du *takfir* à la répression du régime militaire nassérien exercée contre les Frères musulmans et rend ce dernier indirectement responsable des excès de la jeunesse.

La légitimation de la lutte armée contre les militaires

A une question sur la légalité de la prise des armes par les citoyens contre l'État, al Qaradhâwi réplique :

> Qui prend les armes contre qui ? Nous ne pouvons pas innocenter l'État, soit c'est lui qui fait cela, soit il est incapable de protéger la nation. Nous avons lu [...] que l'État est impliqué dans ce qui se passe et la preuve, c'est que ces massacres ont lieu dans les quartiers islamistes. A titre d'exemple, le quartier de Ben Talha est un quartier islamiste, où j'ai été invité à plusieurs reprises, qui égorge les islamistes ? Mais enfin, comment l'État a-t-il pu assurer la paix pendant les élections, et dans les endroits où vivent les dirigeants et où se situent les champs de gaz ? Il y a une Algérie utile et une autre inutile. [...] Il y a également ces milices que le pouvoir a armées

22. Ce terme renvoie à la première scission de l'islam, lorsqu'une minorité refusa à Ali, dont la désignation comme calife était contestée, de s'en remettre à un arbitrage. Les *khawarij* « sortirent » du débat (tel étant le sens du verbe *kharaja* dont ils tirent leur nom). Ils se perpétuèrent en marge de l'orthodoxie sunnite.

23. Sur la genèse de cette notion dans les prisons égyptiennes, voir Gilles Kepel, *Le Prophète et Pharaon*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « L'Épreuve des faits », rééd. 1993.

> et à qui il a donné la liberté d'action, nous avons tous vu le témoignage de Abd al Hamid Brahimi[24] sur votre chaîne, il accuse le pouvoir, et pourtant cet homme n'appartient pas au camp des islamistes.

Les Excès des Discours des Intervenants Consolident la Lecture d'Al Qaradhâwi et Renforcent sa Domination sur le Champ Médiatico-Politique

L'intransigeance de Fahmi Huwaydi

Fahmi Huwaydi est le premier à intervenir en direct du Caire après Yusuf al Qaradhâwi. Présenté en tant qu'écrivain et penseur islamiste qui s'occupe des affaires algériennes, il est également chroniqueur au quotidien officieux égyptien *Al Ahram* où il exprime le point de vue islamiste dans les limites acceptables par le régime. Il révèle ses démarches auprès du gouvernement algérien en compagnie d'al Qaradhâwi et d'al Ghazali :

> [...] mais les autorités n'étaient pas sérieuses à propos du dialogue, leur objectif était de rassembler des informations à propos du FIS. [...] L'État souhaite garder le monopole de l'initiative, pour cacher certains aspects : la responsabilité du régime dans les massacres. Cette question n'est pas uniquement politique, il s'agit aussi d'influence, d'intérêts économiques, de terre.

Fahmi Huwaydi est le premier à inscrire les massacres des civils dans le cadre de la stratégie de certaines factions du pouvoir pour exproprier les villageois et servir leurs propres intérêts. A cet égard, la prudence d'al Qaradhâwi, ses propos mesurés sur ce point révèlent sa plus grande familiarité avec le terrain algérien et la permanence de ses liens avec certains acteurs de la scène politique algérienne.

Ahmed Zawi : la main maléfique de la France

Son intervention suit celle de Fahmi Huwaydi, il est le porte-parole provisoire du FIS à l'étranger. Après avoir fui la Belgique pour éviter de comparaître devant les tribunaux, il vit actuellement en Suisse. Il récuse

---

24. Ancien Premier ministre de Chadli de 1984 à 1988, aujourd'hui réfugié en Grande-Bretagne dans le centre de l'UK Islamic Mission à Leicester, il est désormais très lié à la mouvance islamiste « modérée ». Cette intervention de Abd al Hamid Brahimi sur al Jazeera lui a valu une inculpation par contumace de la part du régime algérien. Habitué des déclarations fracassantes, il avait déjà accusé les responsables algériens d'avoir détourné 26 milliards de dollars : voir Ahmed Roudjia, *Grandeur et Décadence de l'État algérien*, Paris, Khartala, 1994, p. 356.

le principe de la souveraineté derrière lequel l'État s'abrite pour « dissimuler ses crimes ». Son argumentation s'articule principalement autour de deux axes, la dénonciation de la minorité franco-communiste au pouvoir en Algérie depuis l'indépendance et le caractère stratégique de choix de la paix et de l'attachement aux principes démocratiques de son parti au nom de la préservation de l'intégrité de la nation algérienne

> Le problème en Algérie est cette minorité franco-communiste qui s'accroche au pouvoir. Même après la prétendue indépendance, l'Algérie est toujours sous la coupe de la France.
>
> Le FIS considère que la paix est un choix stratégique puisque l'Algérie est menacée aujourd'hui dans son unité et sa religion.

La rupture de la solidarité gouvernementale par Mahfoud Nahnah

140 Mahfoud Nahnah se démarque par rapport à la tentative d'Ahmed Zawi d'internationaliser les responsabilités de la guerre en Algérie. Ancien dirigeant de la branche algérienne de l'association des Frères musulmans et fondateur du Hamas-MSP[25], il s'est porté candidat aux élections présidentielles de 1995. Le journaliste rappelle que l'ensemble de la presse mondiale accuse le gouvernement algérien d'être impliqué dans les massacres, alors que Mahfoud Nahnah fait partie du gouvernement. Ce dernier réplique :

> Il est souhaitable d'éviter la confusion entre la participation à un gouvernement de coalition avec des portefeuilles techniques et l'exercice du pouvoir de l'administration et de la prise de décision concernant l'unité du pays. L'interruption du processus électoral n'a été que la goutte qui a fait déborder le vase. [...] Grâce à notre participation au gouvernement nous avons pu sortir de la période transitoire, nous avons pu également inscrire dans la constitution que l'Algérie est une terre d'islam et non une d'infidélité (*kufr*) ou celle des gens du Livre[26], que l'islam est la religion de l'État et que l'arabe est l'unique langue officielle. Aujourd'hui, nous passerons à une deuxième phase pour réaliser un consensus.

L'inconfort de Nahnah par rapport aux prises de position d'al Qaradhâwi est manifeste, sa participation au gouvernement le rend

---

25. M. Al-Ahnaf, Bernard Botiveau et Frank Frégosi, *L'Algérie par ses islamistes*, Paris, Khartala, 1991, p. 64.

26. Les « gens du Livre » ou *Ahl al-Kitab* : les musulmans désignent ainsi les juifs et les chrétiens, dont le livre sacré est reconnu comme révélation partielle préparant celle faite au prophète Mohammed. Les gens du Livre, contrairement aux adeptes des autres religions (qualifiés, eux, de païens), peuvent conserver leur religion et la pratiquer conformément au pacte de la *dhimma*.

solidaire des actions des militaires, le poussant ainsi à mettre l'accent sur les résultats de cette participation et à l'inscrire dans une stratégie à long terme pour le rétablissement de la paix civile.

L'intervention de Ussama Abbassi Madani, qui parlait en son nom propre, évitant ainsi d'impliquer son père, est venue pour réaffirmer, contre l'avis de Mahfoud Nahnah, stigmatisé comme un traître à la cause islamiste, la centralité de l'interruption du processus électoral. Ses propos excessifs et « incompréhensibles » ont poussé le présentateur à l'interrompre.

Retour à Al Qaradhâwi : de la Cathèdre à la Cathode

L'axe stratégique de l'argumentaire de Qaradhâwi est clair : face aux excès et aux contradictions des autres intervenants, il s'agit de mettre l'accent sur la responsabilité de l'armée dans l'interruption du processus électoral et jusque dans les massacres perpétrés contre les civils. En insistant sur la nécessité du dialogue comme unique solution à cette crise et en faisant l'éloge de la démocratie en tant que valeur pacificatrice des rapports politiques, al Qaradhâwi dévitalise toute critique démocratique de son point de vue. L'objectif de cet élan prodémocratique, aussi nouveau qu'efficace, est de réintroduire ce qui reste des protagonistes du succès électoral de 1991 dans le jeu politique.

Si la critique de l'armée se fait au nom de la démocratie, il s'agit d'une démocratie qui s'inscrit contre la laïcité dont le gardien supposé est l'armée. Le combat est indissociable de la lutte contre la laïcité[27] et le marxisme. Qaradhâwi est conscient que la déligitimation de la mainmise des militaires sur le système politique algérien passe par l'« éradication » des valeurs dont ces derniers sont porteurs. Sa critique systématique des militaires et le rappel constant et lassant de leur responsabilité dans des massacres de civils expriment une frustration par rapport au résultat de la stratégie de pourrissement de la situation menée par le gouvernement algérien, mais également son caractère immoral et contraire aussi bien aux valeurs de la démocratie qu'à celles de l'islam. En prenant les valeurs comme angle d'attaque, il tente de miner les fondements de la stratégie du président Zeroual, qui instrumentalise les valeurs de la démocratie pour justifier la violence, et

27. A cet égard, voir Yusuf al Qaradhâwi, *L'Islam et la Laïcité : La réfutation de Fuad Zakaria et du groupe des laïcs*, Le Caire, Dar Sahwa, 1986 (en arabe).

rappelle à celui-ci, non sans ironie, qu'il s'agit de deux valeurs antinomiques. La réappropriation du discours démocratique par Qaradhâwi est une évolution notable des idées politiques dans la région dont on évalue encore peu les conséquences.

Dans le processus de médiatisation du sens de la crise en Algérie construit par l'équipe d'al Jazeera, Qaradhâwi dispose d'atouts décisifs : la langue, le lieu et le code référentiel.

La langue comme barrière

En effet, le recours à l'arabe classique comme outil de lutte discursive exclut d'emblée une partie de la classe politique algérienne qui peine à s'exprimer dans ce registre. On mesure peu la dégradation du sens du message émis dans un arabe haché et, partant, sa dévalorisation. La
142 non-participation des sympathisants du gouvernement à cette émission peut être attribuée, entre autres, à leur incapacité de soutenir une discussion dans laquelle l'arabe classique est la norme alors que l'arabe dialectal maghrébin est stigmatisé. A cet égard, l'intervention dans un arabe parfait de Mahfoud Nahnah et des sympathisants islamistes opère une inversion des valeurs linguistiques qui révèle une tendance de fond de la structure du pouvoir politique en Algérie, avec le rôle grandissant des élites arabophones[28]. La migration massive des cadres francophones accentue le phénomène.

Le lieu comme niveau

La prise de parole par Qaradhâwi sur une chaîne transarabe plébiscitée par le public arabophone et ses élites est une prise de pouvoir doublement attentatoire au régime algérien. Cette parole hostile qui vient d'ailleurs est insaisissable[29], elle ne peut être identifiée à aucun État puisque al Jazeera est une chaîne privée qui ne proclame son allégeance à aucun pouvoir, elle est difficilement réfutable étant donné les prises de position diversifiées de cette chaîne par rapport aux problèmes de la région et la grande légitimité de ses interventions. Si les attaques du pouvoir algérien contre les médias français viennent s'inscrire en toute logique dans le sens du nationalisme algérien pour le consolider, la voix arabo-

28. Pour une mise au point sur cette question, voir Khaoula Taleb Ibrahimi, « Algérie : l'arabisation, lieu de conflits multiples », *Maghreb-Machrek*, n° 150, octobre-décembre 1995.

29. Voir Joshua Meyrowitz, *No Sense of Place : The Impact of Electronic Media on Social Behavior*, New York, Oxford University Press, 1985. Pour une approche plus nuancée, cf. Michael Schudson, « La culture et l'intégration des sociétés nationales », *RISS*, n° 139, février 1994.

phone d'al Jazeera, émanant d'un minuscule pays, pose un tout autre problème : peut-on, sans tomber dans une contradiction insoutenable, assimiler à l'ennemi une voix qui défend toutes les causes arabes et qui donne la parole à tous les protagonistes au Moyen-Orient, aussi bien aux Irakiens qu'aux journalistes juifs et arabes de la télévision israélienne, ou aux anciens marxistes qu'aux islamistes les plus radicaux ?

Le code référentiel comme espace de la pensée légitime

Le code référentiel d'al Qaradhâwi[30] est souple. En mêlant corpus théologique islamique et techniques démocratiques en tant que moyen de désignation des dirigeants, il s'inscrit dans la tradition de la pensée islamiste modérée[31]. En critiquant l'incapacité du FIS, contrairement aux mouvements islamistes d'Égypte[32] et de Jordanie[33], à s'insérer dans le système politique dominé par l'État, al Qaradhâwi prend ses distances avec les dérives de l'expérience de ce parti et situe la portée de son discours à un niveau global. Il s'agit de construire un discours normatif islamique et arabophone sur la guerre en Algérie. Al Qaradhâwi tente de la sorte de reprendre le contrôle de l'« arabo-islam » sur l'interprétation du conflit alors que l'« arabo » s'est effondré après la faillite du nationalisme arabe, et que l'« islamique » fait question à cause de la légitimation islamique des massacres imputés au GIA.

La double maîtrise de la logique des champs religieux et médiatique et la connaissance des réalités algériennes permettent à al Qaradhâwi de se poser en clé de voûte du système, en interlocuteur respon-

30. Gurdun Krämer désigne al Qaradhâwi comme auteur individuel proche du courant islamiste modéré dans « L'intégration des intégristes », *in* Ghassan Salamé, dir., *Démocraties sans démocrates ?*, Paris, Fayard, 1994, p. 312.

31. A cet égard, Esposito et Piscatori considèrent que la notion de démocratie pourrait bien avoir été « acceptée comme jalon, une sorte de panneau indicateur de la vie publique, un puissant symbole de légitimité considéré comme un bien universel », et qu'il est sans doute assez vrai que « presque tous les musulmans réagissent aujourd'hui au principe démocratique comme à l'une des conditions universelles du monde moderne. Dans cette mesure, il est devenu partie intégrante de la pensée et du discours politiques musulmans » (cité par Gurdun Krämer, *loc. cit.*, p. 289).

32. Pour contourner les restrictions légales qui leur refusent le statut de parti politique, les Frères musulmans égyptiens nomment des candidats indépendants aux élections ou forment des coalitions avec des partis légalisés, comme l'alliance avec le Néo-Wafd de 1984 à 1987. En 1987, ils rejoignent le Parti du travail libéral pour former une Alliance islamique (*al-Tahaluf al-Islami*).

33. Le courant islamique y fut le principal bénéficiaire du processus d'ouverture politique des années 1980. Aux élections parlementaires de novembre 1989, il obtint ainsi 32 sièges sur 80, sans que ce succès entraîne de ralentissement du processus de libéralisation politique.

sable, qui ramène à la raison les « excès » et les « déviations » des invités de second rang (et classés comme tels par le journaliste). Cette hégémonie sur les champs religieux et médiatique est transférée vers le champ politique. Al Qaradhâwi livre une lecture finale du conflit, en identifiant les responsables : l'armée, gardienne de la laïcité, et la France, au profit de reconstructions idéologiques produites au Moyen-Orient, où l'on ignore presque tout sur la réalité et l'histoire algériennes.

Al Jazeera, par sa vocation transarabe et son positionnement original sur le paysage médiatique arabe, rend possible la cristallisation d'une parole dominante sur le sens de la guerre en Algérie. Ce forum amplifie cette parole dominante et, en parallèle avec l'« *al Quaradhâwi homepage* » sur le Web, permet à ceux qui partagent cette opinion
144 d'établir un réseau de communication susceptible d'apporter un soutien à certains protagonistes du conflit algérien. Lieu de l'émergence d'une pensée dominante construite au Moyen-Orient à propos de la guerre en Algérie, al Jazeera permet ainsi à al Qaradhâwi de prendre la défense du FIS (ou de ce qu'il en reste), présenté comme l'opposition légitime au pouvoir des militaires, et de nier au GIA toute qualité d'acteur islamique. L'appel d'al Qaradhâwi à un dialogue qui ne peut se faire sans le FIS réactualise dans son esprit les années de sa grande proximité avec Chadli Bendjedid quand il était recteur de l'université de l'émir Abdel Qader.

RÉSUMÉ

Le poids du regard arabe sur la guerre en Algérie est rarement pris en compte dans la compréhension de la situation actuelle de ce pays. Or l'Algérie est très sensible aux constructions idéologiques venant d'ailleurs, qu'il s'agisse du nationalisme, du socialisme ou de l'islamisme. L'analyse des médias arabophones, ici la chaîne transarabe al Jazeera, révèle l'émergence d'une parole arabe dominante sur cette guerre. Cette parole criminalise l'action des militaires algériens, délégitime la lutte pour la laïcité en tant que valeur et affirme la responsabilité de la France.